



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving Public Works and Government
Services Canada/Réception des
soumissions/Travaux publics et Services
gouvernementaux Canada

See herein for bid submission

instructions/

Voir la présente pour les

instructions sur la présentation

d'une soumission

NA

Ontario

REQUEST FOR PROPOSAL

DEMANDE DE PROPOSITION

**Proposal To: Public Works and Government
Services Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right
of Canada, in accordance with the terms and conditions
set out herein, referred to herein or attached hereto, the
goods, services, and construction listed herein and on any
attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Proposition aux: Travaux Publics et Services
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la
Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou
incluses par référence dans la présente et aux annexes
ci-jointes, les biens, services et construction énumérés
ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du

fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Public Works and Government Services Canada

Ontario Region

10th Floor, 4900 Yonge Street

Toronto

Ontario

M2N 6A6

Title - Sujet Hardware for Intrusion Alarm System Hardware Components/Equipment for Intrusion Alarm System	
Solicitation No. - N° de l'invitation W6854-210212/A	Date 2020-12-11
Client Reference No. - N° de référence du client W6854-210212	
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$TOR-024-8002	
File No. - N° de dossier TOR-0-43065 (024)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM Eastern Standard Time EST on - le 2021-01-06 Heure Normale du l'Est HNE	
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Brewster, Shannon	Buyer Id - Id de l'acheteur tor024
Telephone No. - N° de téléphone (647) 273-1369 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: DEPARTMENT OF NATIONAL DEFENCE RPOU (Ontario) Borden CFB Borden Bldg P-154 16 Ramillies Road BORDEN Ontario L0M1C0 Canada	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée See Herein – Voir ci-inclus	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

DOCUMENT CONTIENT DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ

DEMANDE DE SOUMISSIONS

pour

**COMPOSANTS MATÉRIELS POUR SYSTÈMES
D'ALARME ANTI-INTRUSION**

Pour le

**Détachement des opérations immobilières de Borden,
Forces Armées Canadiennes,
Le ministère de la Défense nationale**

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

- 1.1 Introduction
- 1.2 Sommaire
- 1.3 Compte rendu

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

- 2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées
- 2.2 Clauses du Guide des CCUA
- 2.3 Présentation des soumissions
- 2.4 Demandes de renseignements – en période de soumission
- 2.5 Lois applicables
- 2.6 Processus de contestation des offres et mécanismes de recours

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

- 3.1 Instructions pour la préparation des soumissions
- 3.2 Section I: Soumission technique
- 3.3 Section II: Soumission financière
- 3.4 Section III: Attestations

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

- 4.1 Procédures d'évaluation
- 4.2 Évaluation Technique
- 4.3 Évaluation financière
- 4.4 Méthode de sélection

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

- 5.1 Attestations exigées avec la soumission
- 5.2 Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires

PARTIE 6 - EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES EXIGENCES

- 6.1 Exigences relatives à la sécurité

PARTIE 7 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

- 7.1 Besoin
- 7.2 Clauses et conditions uniformisées
- 7.3 Exigences relatives à la sécurité
- 7.4 Durée du contrat
- 7.5 Responsables
- 7.6 Paiement
- 7.7 Instructions relatives à la facturation
- 7.9 Attestations et renseignements supplémentaires
- 7.10 Lois applicables
- 7.11 Ordre de priorité des documents
- 7.11 Clauses du Guide des CCUA
- 7.12 Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien OU entrepreneur étranger)
- 7.13 Assurances
- 7.14 Règlement des Différends
- 7.15 Matériel
- 7.16 Matériel loué ou acheté

- 7.17 Élargissement de la gamme de produits existants
- 7.18 Équivalence de l'équipement
- 7.19 Résiliation du contrat de service de maintenance du matériel pour des raisons de commodité
- 7.20 Préservation des supports électroniques
- 7.21 Résiliation pour des motifs de commodité

Liste des Annexes:

Annexe A Énoncé des travaux

Annexe B Base de paiement

Annexe C Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité

Annexe D (de la PARTIE 3 de la demande de soumissions) - Instruments de Paiement Électronique

Annexe E (de la PARTIE 5 de la demande de soumissions) – Attestations Additionelle

Liste des documents joints à la partie 4 (Procédures d'évaluation et méthode de sélection):

- Document jointe 4.1 – Critères d'évaluation des soumissions

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Introduction

La demande de soumissions compte sept parties ainsi que des pièces jointes et des annexes, elle est divisée comme suit:

- Partie 1 :** Renseignements généraux: renferme une description générale du besoin;
- Partie 2 :** Instructions à l'intention des soumissionnaires: renferme les instructions, clauses et conditions relatives à la demande de soumissions;
- Partie 3 :** Instructions pour la préparation des soumissions: donne aux soumissionnaires les instructions pour préparer leur soumission;
- Partie 4 :** Procédures d'évaluation et méthode de sélection: décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation et présente les critères d'évaluation auxquels on doit répondre dans la soumission, ainsi que la méthode de sélection;
- Partie 5 :** Attestations: comprend les attestations à fournir;
- Partie 6 :** Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences: comprend des exigences particulières auxquelles les soumissionnaires doivent répondre; et
- Partie 7 :** Clauses du contrat subséquent: contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat subséquent.

Les annexes comprennent l'Énoncé des travaux, la Base de paiement, la liste de vérification des exigences relatives à la sécurité, et toute autre annexe ou pièces jointes.

1.2 Sommaire

- (a) Le ministère de la Défense nationale (MDN), Détachement des opérations immobilières de Borden (Dét Ops Imm Borden), a besoin qu'on lui fournisse, livre et installe des composants matériels majeurs pour un système d'alarme anti-intrusion. Tous les composants doivent être compatibles avec la plus récente version du logiciel de surveillance MASTerMind. Ce besoin comprend également la maintenance du matériel et des logiciels, le soutien et la formation connexe.
- (b) Il vise l'attribution d'un contrat d'un (1) an, plus deux (2) options d'un (1) an, permettant au Canada de prolonger la durée du contrat.
- (c) Ce besoin comporte des exigences relatives à la sécurité. Pour de plus amples renseignements, consulter la Partie 6, Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences, et la Partie 7, Clauses du contrat subséquent. Pour de plus amples renseignements sur les enquêtes de sécurité sur le personnel et les organismes, les soumissionnaires devraient consulter le site Web du Programme de sécurité des contrats de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/introduction-fra.html>).
- (d) Cette demande de soumissions permet aux soumissionnaires d'utiliser le service Connexion postal offert par la Société canadienne des postes pour la transmission électronique de leur soumission. Les soumissionnaires doivent consulter la partie 2, Instructions à l'intention des soumissionnaires, et partie 3, Instructions pour la préparation des soumissions, de la demande de soumissions, pour obtenir de plus amples renseignements.

1.3 Compte rendu

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

- (a) Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
- (b) Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.
- (c) Le document 2003 (2020-05-28) Instructions uniformisées – biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.
- (d) Le paragraphe 5.4 du document 2003, Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est modifié comme suit :
Supprimer: 60 jours
Insérer: 90 jours

2.2 Clauses du Guide des CCUA

B3000T (2006-06-16) Produits équivalents

2.3 Présentation des soumissions

- (a) Les soumissions doivent être présentées uniquement à l'Unité de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date et à l'heure indiquées à la page 1 de la demande de soumissions. Les soumissionnaires doivent acheminer leur soumission à l'endroit suivant :

Unité de réception des soumissions de la région de l'Ontario de TPSGC

Seules les soumissions transmises à l'aide du service Connexion postel seront acceptées. Le soumissionnaire doit envoyer un courriel pour demander d'ouvrir une conversation Connexion postel à l'adresse suivante:

TPSGC.oreceptiondessoumissions-orbidreceiving.PWGSC@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Remarque : Les soumissions ne seront pas acceptées si elles sont envoyées directement à cette adresse de courriel. Cette adresse de courriel doit être utilisée pour ouvrir une conversation Connexion postel, tel qu'indiqué dans les instructions uniformisées 2003, ou pour envoyer des soumissions au moyen d'un message Connexion postel si le soumissionnaire utilise sa propre licence d'utilisateur du service Connexion postel.

Il incombe au soumissionnaire de s'assurer que la demande d'ouverture de conversation Connexion postel est envoyée à l'adresse électronique ci-dessus au moins six jours avant la date de clôture de la demande de soumissions.

En raison du caractère de la demande de soumissions, les soumissions transmises par télécopieur ou sur papier à l'intention de TPSGC ne seront pas acceptées.

2.4 Demandes de renseignements – en période de soumission

- (a) Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins sept (7) jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.
- (b) Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une

discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

2.5 Lois applicables

- (a) Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur en Ontario et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.
- (b) À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

2.6 Processus de contestation des offres et mécanismes de recours

- (a) Les fournisseurs potentiels ont accès à plusieurs mécanismes pour contester des aspects du processus d'approvisionnement jusqu'à l'attribution du marché, inclusivement.
- (b) Le Canada invite les fournisseurs à porter d'abord leurs préoccupations à l'attention de l'autorité contractante. Le site Web du Canada Achats et ventes, sous le titre « Processus de contestation des soumissions et mécanismes de recours », fournit de l'information sur les organismes de traitement des plaintes possibles, notamment :
 - Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement (BOA)
 - Tribunal canadien du commerce extérieur (TCCE)
- (c) Les fournisseurs devraient savoir que des délais stricts sont fixés pour le dépôt des plaintes et qu'ils varient en fonction de l'organisation concernée. Les fournisseurs devraient donc agir rapidement s'ils souhaitent contester un aspect du processus d'approvisionnement.

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

3.1 Instructions pour la préparation des soumissions

- (a) Le soumissionnaire doit envoyer sa soumission par voie électronique conformément à l'article 08 des instructions uniformisées 2003. Le système Connexion postel a une limite de 1 Go par message individuel affiché et une limite de 20 Go par conversation.

La soumission doit être présentée en sections distinctes comme suit:

Section I : Soumission technique

Section II : Soumission financière

Section III : Attestations

Section IV : Renseignements supplémentaires

En raison du caractère de la demande de soumissions, les soumissions transmises par télécopieur ou sur papier ne seront pas acceptées.

3.2 Section I: Soumission technique

- (a) Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient démontrer leur compréhension des exigences contenues dans la demande de soumissions et expliquer comment ils répondront à ces exigences. Les soumissionnaires devraient démontrer leur capacité et décrire l'approche qu'ils prendront de façon complète, concise et claire pour effectuer les travaux.
- (b) La soumission technique doivent traiter clairement et de manière suffisamment approfondie des points visés par les critères d'évaluation en fonction desquels la soumission sera évaluée. Il ne suffit pas de reprendre simplement les énoncés contenus dans la demande de soumissions. Afin de faciliter l'évaluation de la soumission, le Canada demande que les soumissionnaires abordent les sujets en reprenant l'ordre des critères d'évaluation, sous les mêmes rubriques. Pour éviter les recoupements, les soumissionnaires peuvent faire référence à différentes sections de leur soumission en indiquant le numéro de l'alinéa et de la page où le sujet visé est déjà traité.

3.3 Section II: Soumission financière

- (a) **Établissement des prix:** Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec la base de paiement reproduite à l'annexe « B ».
- (b) **Fluctuation du taux de change:** Le besoin ne prévoit pas offrir d'atténuer les risques liés à la fluctuation du taux de change. Aucune demande d'atténuation des risques liés à la fluctuation du taux de change ne sera prise en considération. Toute soumission incluant une telle disposition sera déclarée non recevable.
- (c) **Tous les coûts doivent être compris :** La soumission financière doit indiquer tous les coûts relatifs au besoin décrit dans la présente demande de soumissions pour toute la durée du contrat, y compris toute année d'option. Il incombe entièrement au soumissionnaire d'indiquer tout le matériel, les logiciels, les périphériques, le câblage et les composants nécessaires pour satisfaire aux exigences de la présente demande de soumissions, ainsi que les prix de ces articles.
- (e) **Prix nuls:** On demande aux soumissionnaires d'entrer «0,00\$» pour tout article qu'il ne compte pas facturer ou qui a déjà été ajouté à d'autres prix dans le tableau. Si le soumissionnaire laisse le champ vierge, le Canada considérera le prix comme étant «0,00\$» aux fins d'évaluation et pourrait demander que le soumissionnaire confirme que le prix est bel et bien 0.00\$. Aucun soumissionnaire ne sera autorisé à ajouter ou à modifier un prix durant cette confirmation. Si le soumissionnaire refuse de confirmer que le prix d'un champ vierge est de 0,00\$, sa soumission sera déclarée non recevable.
- (f) **Paiement électronique de factures – soumission**
- (i) Si vous êtes disposés à accepter le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique, compléter l'annexe « D » Instruments de paiement électronique, afin d'identifier lesquels sont acceptés.
- (ii) Si l'annexe « D » Instruments de paiement électronique n'a pas été complétée, il sera alors convenu que le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique ne sera pas accepté.

- (iii) L'acceptation des instruments de paiement électronique ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

3.4 Section III: Attestations

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations et les renseignements supplémentaires exigés à la Partie 5.

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- (a) Les soumissions seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- (b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.
- (c) En plus des autres délais prescrits dans la demande de soumissions:
 - (i) **Demandes de précisions:** Si le Canada demande des précisions au soumissionnaire sur sa soumission ou qu'il veut vérifier la soumission, le soumissionnaire disposera d'un délai de 2 jours ouvrables (ou d'un délai plus long précisé par écrit par l'autorité contractante) pour fournir les renseignements nécessaires au Canada. À défaut de respecter ce délai, sa soumission sera jugée non recevable.
 - (ii) **Prolongation du délai :** Si le soumissionnaire a besoin davantage de temps, l'autorité contractante, à sa seule discrétion, peut accorder une prolongation du délai.

4.2 Évaluation Technique – Évaluation des critères techniques obligatoires

- (a) Chaque soumission fera l'objet d'un examen pour en déterminer la conformité aux exigences obligatoires de la demande de soumissions. Tous les éléments de la demande de soumissions qui sont désignées précisément par les termes « doit », « doivent » ou « obligatoire » sont des exigences obligatoires. Les soumissions qui ne respectent pas chacune des exigences obligatoires seront déclarées irrecevables et rejetées.
- (b) Toute affirmation dans une soumission selon laquelle une mise à niveau ou une version future de l'un des produits inclus dans la soumission répondra aux exigences obligatoires de la demande de soumissions, lorsque la mise à niveau ou la version n'est pas disponible à la clôture de la soumission, ne sera pas prise en compte.
- (c) Les critères techniques obligatoires sont décrits dans le document joint 4.1, Critères d'évaluation des soumissions.

4.3 Évaluation financière

(a) Critères financiers obligatoires

- (i) Le soumissionnaire doit compléter et soumettre avec sa soumission, un prix conforme à l'annexe B – Base de paiement, en dollars canadiens.
- (ii) Le prix évalué sera le Prix total évalué, soit le total de la période du contrat (année 1), de l'option 1 (année 2) et de l'option 2 (année 3) (toutes taxes applicables en sus) de l'annexe B – Base de paiement.
- (iii) Le prix de la soumission sera évalué en dollars canadiens, hors taxes applicables, FAB destination, droits de douane et taxes d'accise canadiens inclus.

4.4 Méthode de sélection

Une soumission doit respecter les exigences de la demande de soumissions et satisfaire à tous les critères d'évaluation techniques obligatoires pour être déclarée recevable. La soumission recevable avec le prix évalué le plus bas sera recommandée pour attribution d'un contrat.

DOCUMENT JOINTE 4.1

Critères d'évaluation des soumissions

Le soumissionnaire doit joindre tous les documents à sa soumission et montrer qu'il satisfait à tous les critères obligatoires, sans exception. Les documents justificatifs peuvent comprendre, notamment, des fiches de spécifications, des illustrations et des captures d'écran des spécifications ou des résultats. Si le soumissionnaire ne fournit pas de documents justificatifs, la soumission sera déclarée non recevable.

Produits équivalents proposés* (*Clauses du Guide des CCUA B3000T (2006-06-16) Produits équivalents*)

- Les produits dont la forme, l'ajustage, la fonction et la qualité sont équivalents aux articles spécifiés dans la demande de soumissions seront pris en considération si le soumissionnaire:
 - indique la marque, le modèle et/ou le numéro de pièce du produit de remplacement;
 - déclare que le produit de remplacement est entièrement interchangeable avec l'article indiqué;
 - fournit les caractéristiques complètes et les imprimés descriptifs pour chaque produit de remplacement;
 - présente une déclaration de conformité comprenant des caractéristiques techniques qui montrent que le produit de remplacement répond à tous les critères de rendement obligatoires précisés dans la demande de soumissions, et
 - indique clairement les parties des caractéristiques et des imprimés descriptifs qui confirment que le produit de remplacement est conforme aux critères de rendement obligatoires.
- Les produits offerts comme équivalents sur les plans de la forme, de l'ajustage, de la fonction et de la qualité ne seront pas pris en considération si :
 - la soumission ne fournit pas toute l'information requise pour permettre à l'autorité contractante de pleinement évaluer l'équivalence de chaque produit de remplacement, ou
 - le produit de remplacement ne répond pas aux critères de rendement obligatoires précisés dans la demande de soumissions visant l'article en question ou ne les dépasse pas.
- In Lorsque le Canada évalue une soumission, il peut, sans toutefois y être obligé, demander aux soumissionnaires qui offrent un produit de remplacement de démontrer, à leurs propres frais, que le produit de remplacement est équivalent à l'article indiqué dans la demande de soumissions.

2. Évaluation des critères techniques obligatoires

N°	Critères obligatoires	Référence (Indiquer le numéro de page correspondant dans la soumission)
O1	Le soumissionnaire doit démontrer que le serveur de réseau proposé répond à toutes les spécifications de l'annexe A, article 5.2. Pour chaque produit équivalent proposé*, le soumissionnaire doit soumettre toute l'information indiquée dans les clauses B3000T du guide des CCUA, article 1, ci-dessus.	
O2	Le soumissionnaire doit démontrer que le poste de travail informatique qu'il propose est conforme à toutes les spécifications de l'annexe A, article 5.3. Pour chaque produit équivalent proposé*, le soumissionnaire doit soumettre toute l'information indiquée dans les clauses B3000T du guide des CCUA, article 1, ci-dessus.	
O3	Le soumissionnaire doit démontrer que l'ordinateur portable qu'il propose est conforme à toutes les spécifications de l'annexe A, article 5.4. Pour chaque produit équivalent proposé*, le soumissionnaire doit soumettre toute l'information indiquée dans les clauses B3000T du guide des CCUA, article 1, ci-dessus.	
O4	Le soumissionnaire doit démontrer que le récepteur du poste de surveillance qu'il propose est conforme à toutes les spécifications de l'annexe A, article 5.4.	

	Pour chaque produit équivalent proposé*, le soumissionnaire doit soumettre toute l'information indiquée dans les clauses B3000T du guide des CCUA, article 1, ci-dessus.	
O5	<p>Le soumissionnaire doit démontrer qu'il est un revendeur autorisé de MASTerMind.</p> <p>Pour montrer qu'il satisfait à cette exigence, le soumissionnaire doit transmettre une copie du ou des documents, certificats ou délégation prouvant qu'il est revendeur autorisé du logiciel MASTerMind.</p> <p>Si cette attestation n'a pas été fournie lors de la clôture de l'appel d'offres, le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux Canada (TPSGC) avisera le soumissionnaire qu'il doit la fournir dans un délai de deux jours ouvrables suivant l'avis donné par TPSGC. (<i>Nota</i> : ce délai est fondé sur le fait que TPSGC s'attend à ce que cette attestation a déjà été obtenue et est accessible.)</p> <p>À défaut de transmettre le document exigé dans le délai de deux jours ouvrables, le soumissionnaire verra sa soumission déclarée irrecevable et rejetée.</p>	
O6	<p>Le soumissionnaire doit montrer qu'il a des installateurs qui détiennent chacun une cote de sécurité du personnel valide de SECRET accordée ou approuvée par le Programme de sécurité des contrats, à la clôture des soumissions, conformément à la partie 6.</p> <p>Pour montrer qu'il satisfait à cette exigence, le soumissionnaire doit fournir les noms des installateurs proposés et indiquer leur numéro de dossier de sécurité.</p>	

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions, ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission sera déclarée non recevable, ou constituera un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations exigées avec la soumission

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur soumission.

(a) Dispositions relatives à l'intégrité - déclaration de condamnation à une infraction

Conformément aux dispositions relatives à l'intégrité des instructions uniformisées, tous les soumissionnaires doivent présenter avec leur soumission, s'il y a lieu, le formulaire de déclaration d'intégrité disponible sur le site Web Intégrité – Formulaire de déclaration (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html>), afin que leur soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2 Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec la soumission mais ils peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

(a) Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée

In accordance with the section titled Information to be provided when bidding, contracting or entering into a real procurement agreement of the Ineligibility and Suspension Policy (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-eng.html>), the Bidder must provide the required documentation, as applicable, to be given further consideration in the procurement process.

(b) Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation de soumission

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible au bas de la page du site Web d'Emploi et Développement social Canada (EDSC) – Travail (<https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html#s4>).

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » au moment de l'attribution du contrat.

(c) Attestation du soumissionnaire relative à la fourniture de matériel et de logiciels du commerce

Tout le matériel et tous les logiciels proposés pour satisfaire à ce besoin doivent être disponibles dans le commerce (à moins d'un énoncé contraire dans la présente demande de soumissions), ce qui signifie que chaque élément de matériel et de logiciel est disponible dans le commerce, n'exige aucune recherche ni développement supplémentaires et fait partie intégrante d'une gamme de produits existante dont le fonctionnement est éprouvé (c'est-à-dire qu'ils n'ont pas simplement fait l'objet d'essais en laboratoire ou

dans un environnement expérimental). Si tout matériel ou logiciel proposé est une extension entièrement compatible d'une gamme de produits éprouvés, il doit avoir été annoncé publiquement au plus tard à la date de clôture des soumissions. En déposant une soumission, le soumissionnaire atteste que tout le matériel et tous les logiciels proposés sont disponibles dans le commerce.

PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES EXIGENCES

6.1 Exigences relatives à la sécurité

- (a) À la date de clôture des soumissions, les conditions suivantes doivent être respectées:
- (i) le soumissionnaire doit détenir une attestation de sécurité d'organisme valable tel qu'indiqué à la Partie 7 – Clauses du contrat subséquent;
 - (ii) les individus proposés par le soumissionnaire et qui doivent avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature protégée ou classifiée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent posséder une attestation de sécurité tel qu'indiqué à la Partie 7 – Clauses du contrat subséquent;
 - (iii) le soumissionnaire doit fournir le nom de tous les individus qui devront avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature protégée ou classifiée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé.
- (b) Pour de plus amples renseignements sur les exigences relatives à la sécurité, les soumissionnaires devraient consulter le site Web du Programme de sécurité des contrats de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/introduction-fra.html>).

PARTIE 7 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

7.1 Besoin

- (a) _____ (l'« entrepreneur ») accepte de fournir au client les biens et services décrits dans le contrat, y compris dans l'Énoncé des travaux, conformément au contrat et aux prix énoncés dans ce dernier. Cela comprend :
- (i) fournir le matériel acheté;
 - (ii) fournir des services de maintenance et de soutien durant la période de maintenance du matériel
 - (iii) fournir des services de maintenance et de soutien pour le logiciel sous licence durant la période de soutien du logiciel; et
 - (iv) fournir des services professionnels à la demande du Canada

- (b) **Client** : Dans le cadre du contrat, le « client » est _____.

(c) **Biens et(ou) services optionnels**

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable d'acquérir les services qui sont décrits à l'annexe B du contrat selon les mêmes conditions et aux prix ou aux taux établis dans le contrat. Cette option ne pourra être exercée que par l'autorité contractante, par écrit, et elle sera confirmée pour des raisons administratives seulement par une modification au contrat.

L'autorité contractante peut exercer l'option à n'importe quel moment avant la date d'expiration du contrat, en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur.

7.2 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions indiquées dans le contrat par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (<http://ccua-sacc.tpsgc-pwgsc.gc.ca/pub/achofra.jsp>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

(a) **Conditions générales**

2030 (2020-05-28), Conditions générales - besoins plus complexes de biens, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

(b) **Conditions générales supplémentaires**

Les conditions générales supplémentaires suivantes :

4001 (2015-04-01), Conditions générales supplémentaires – Achat, location et maintenance de matériel:

4004 (2013-04-25), Conditions générales supplémentaires – Services de maintenance et de soutien des logiciels sous licence;

appliquent au contrat et en font partie intégrante.

7.3 Exigences relatives à la sécurité

Les exigences de sécurité suivantes (LVERS et clauses connexes prévues par le programme de sécurité des contrats) s'appliquent et font partie du contrat.

- (a) L'entrepreneur doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat, une cote de sécurité d'installation valable au niveau SECRET, délivrée par le Programme de sécurité des contrats (PSC), Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).
- (b) Les membres du personnel de l'entrepreneur devant avoir accès à des renseignements ou à des biens CLASSIFIÉS/PROTÉGÉS, ou à des établissements dont l'accès est réglementé, doivent TOUS détenir une cote de sécurité du personnel valable au niveau SECRET, ou FIABILITÉ, tel que requis, délivrée ou approuvée par le PSC, TPSGC.

- (c) L'entrepreneur NE DOIT PAS emporter de renseignements ou de biens CLASSIFIÉS/PROTÉGÉS hors des établissements visés; et l'entrepreneur doit s'assurer que son personnel est au courant de cette restriction et qu'il la respecte.
- (d) Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité NE DOIVENT PAS être attribués sans l'autorisation écrite préalable du PSC, TPSGC.
- (d) L'entrepreneur doit respecter les dispositions:
 - (i) de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité et directive de sécurité (s'il y a lieu), reproduite ci-joint à l'Annexe C;
 - (ii) du Manuel de la sécurité industrielle (dernière édition).

7.4 Durée du contrat

(a) Période du contrat

Le travail doit être effectué pendant la période allant du _____ à _____ (*dates à insérer lors de l'attribution du contrat*). (1 an)

(b) Delivery Date

Tous les produits livrables doivent être reçus conformément aux modalités du contrat.

- (i) L'entrepreneur doit fournir, sans restriction, l'ensemble des éléments indiqués à l'annexe A, Énoncé des travaux.

(c) Option de prolongation du contrat

- (i) L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable de prolonger la durée du contrat pour au plus 2 période(s) supplémentaire(s) de 1 année(s) chacune, selon les mêmes conditions. L'entrepreneur accepte, au cours de la période prolongée du contrat, d'être payé conformément aux dispositions applicables définies dans la Base de paiement.
- (ii) Le Canada peut exercer cette option à n'importe quel moment, en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur avant la date d'expiration du contrat. Cette option ne peut être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée, à des fins administratives seulement, par une modification au contrat.

7.5 Responsables

(a) Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est:

Nom: Shannon Brewster
Titre: Spécialiste en approvisionnements
Direction: Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Approvisionnement
Région de l'Ontario
Adresse: 4900 Yonge Street
Toronto, Ontario, M2N 6A6
Téléphone: 647-273-1369
Courriel: shannon.brewster@pwgsc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus, suite à des demandes ou instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

(b) Chargé de Projet (*à remplir au moment de l'attribution du contrat*)

Le chargé de projet pour le contrat est:

Nom: _____
Titre: _____

Organisation: _____
Adresse: _____
Téléphone: _____
Courriel: _____

Le chargé de projet représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le chargé de projet; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. Ces changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

(c) **Représentant de l'entrepreneur (à remplir à l'aide de la soumission)**

Nom: _____
Titre: _____
Organisation: _____
Numéro d'entreprise – approvisionnement: _____
Adresse: _____
Téléphone: _____
Courriel: _____

7.6 Paiement

(a) **Base de paiement - prix ferme, prix unitaire(s) ferme(s) ou prix de lot(s) ferme(s)**

À condition de remplir de façon satisfaisante ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé des prix unitaire(s) ferme(s) selon un montant total de _____ \$ (*insérer le montant au moment de l'attribution du contrat*). Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

Pour la portion des travaux faisant l'objet d'un prix ferme seulement, le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

(b) **Paiements multiples (2008-05-12) H1001C**

Clauses du Guide des CCUA H1001C (2008-05-12) Paiements multiples

(c) **Paiement anticipé**

(i) Le Canada paiera à l'avance l'entrepreneur pour le logiciel ainsi que les services de maintenance et d'assistance logicielles, de même que pour les mises à niveau du logiciel, si :

- (A) une facture exacte et complète ainsi que tout autre document exigé par le contrat ont été soumis conformément aux instructions de facturation prévues au contrat;
- (B) tous ces documents ont été vérifiés par le Canada.

(ii) Le versement d'un paiement anticipé n'empêche pas le Canada d'exercer un recours à l'égard du paiement anticipé ou des travaux si les travaux exécutés par la suite sont jugés inacceptables.

(d) **Aucune obligation de payer pour des travaux non effectués en raison de la fermeture des bureaux du gouvernement**

Si l'entrepreneur, ses employés, ses sous-traitants ou ses agents ne peuvent accéder aux locaux du gouvernement où ils assurent des services selon le contrat en raison de l'évacuation et de la fermeture de ces bureaux et que cette situation les empêche de faire leur travail, le Canada n'est pas tenu de payer l'entrepreneur pour les travaux qui auraient pu être effectués sans l'évacuation ou la fermeture.

Si l'entrepreneur, ses employés, ses sous-traitants ou ses agents ne peuvent accéder aux locaux du gouvernement où ils assurent des services en vertu du contrat en raison d'une grève ou d'un lock-out et que cette situation les empêche de faire leur travail, le Canada n'est pas tenu de payer l'entrepreneur pour les travaux qui auraient pu être effectués s'il avait eu accès aux locaux.

(e) Paiement électronique de factures

L'entrepreneur accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants : [\(sera indiqué à l'attribution du contrat\)](#)

- (i) Carte d'achat Visa ;
- (ii) Carte d'achat MasterCard ;
- (iii) Dépôt direct (national et international) ;
- (iv) Échange de données informatisées (EDI) ;
- (v) Virement télégraphique (international seulement) ; ou
- (vi) Système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 M\$)

7.7 Instructions relatives à la facturation

- (a) L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.
- (b) Les factures doivent être distribuées comme suit:
 - (i) Une (1) copie doit être envoyée par courriel au responsable technique pour certification et paiement.
Nom : [\(à insérer lors de l'attribution du contrat\)](#)
Courriel : [\(à insérer lors de l'attribution du contrat\)](#)
 - (ii) Un (1) exemplaire doit être envoyé à l'autorité contractante identifiée sous l'article intitulé « Responsables » du contrat.

7.8 Attestations et renseignements supplémentaires

(a) Conformité

À moins d'indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission ou préalablement à l'attribution du contrat, ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires, sont des conditions du contrat et leur non-respect constituera un manquement de la part de l'entrepreneur. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat.

7.9 Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur [\(insérer le nom de la province ou du territoire précisé par le soumissionnaire dans sa soumission, s'il y a lieu\)](#) et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

7.10 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- (a) Les articles de la présente convention, ainsi que les différentes clauses du guide des CCUA qui sont intégrées par renvoi dans ce contrat;
- (b) les conditions générales supplémentaires, dans l'ordre suivant :
 - (i) 4001 (2015-04-01), Conditions générales supplémentaires - Achat, location et maintenance de matériel;
 - (ii) 4004 (2013-04-25), Conditions générales supplémentaires - Services de maintenance et de soutien des logiciels sous licence.
- (c) les conditions générales 2030 (2020-05-28), Conditions générales - besoins plus complexes de biens;
- (d) Annexe A, Énoncé des travaux;
- (e) Annexe B, Base de paiement;
- (f) Annexe C, Exigences en matière d'assurance; et

(g) la soumission de l'entrepreneur datée du _____. (inscrire la date de la soumission)

7.11 Clause du Guide des CCUA

A9062C (2011-05-16) Règlements concernant les emplacements des Forces canadiennes

B1501C (2018-06-21) Appareillage électrique

7.12 Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien OU entrepreneur étranger)

Clause du Guide des CCUA A2000C (2006-06-16) Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)
OU

Clause du Guide des CCUA A2001C (2006-06-16) Ressortissants étrangers (entrepreneur étranger)

7.13 Assurance

Clause du Guide des CCUA G1005C (2016-01-28) Assurance - aucune exigence particulière

7.14 Règlement des différends

- (a) Les parties conviennent de maintenir une communication ouverte et honnête concernant les travaux pendant toute la durée de l'exécution du marché et après.
- (b) Les parties conviennent de se consulter et de collaborer dans l'exécution du marché, d'informer rapidement toute autre partie des problèmes ou des différends qui peuvent survenir et de tenter de les résoudre.
- (c) Si les parties n'arrivent pas à résoudre un différend au moyen de la consultation et de la collaboration, les parties conviennent de consulter un tiers neutre offrant des services de règlement extrajudiciaire des différends pour tenter de régler le problème.
- (d) Vous trouverez des choix de services de règlement extrajudiciaire des différends sur le site Web Achats et ventes du Canada sous le titre « Règlement des différends ».

7.15 Matériel

Selon les dispositions des conditions générales supplémentaires 4001:

La partie III des conditions 4001 s'applique au contrat (Conditions supplémentaires : achat)	Oui
La partie IV des conditions 4001 s'applique au contrat (Conditions supplémentaires : location)	Non
La partie V des conditions 4001 s'applique au contrat (Conditions supplémentaires : maintenance)	Oui
Lieu de livraison	Se reporter à l'annexe A.
Date de livraison	Se reporter à l'annexe A.
L'entrepreneur doit remettre la documentation relative au matériel	Non
L'entrepreneur doit mettre à jour la documentation relative au matériel pendant la durée du contrat	Non
La documentation relative au matériel doit comprendre la documentation sur la maintenance	Non
Exigences de livraison particulières	Non
Exigences particulières relatives au lieu de livraison ou à l'installation	No - La partie 4 des conditions 4001 ne s'applique pas au contrat.

L'entrepreneur doit installer le matériel au moment de la livraison	Non
L'entrepreneur doit intégrer et configurer le matériel au moment de la livraison	Non
Le matériel fait partie d'un système	Oui
Essai du niveau de disponibilité préalable à l'acceptation	Non
Option de prolongation de la période de maintenance du matériel	Pour le matériel acheté, l'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable de prolonger la période de maintenance de deux (2) périodes de un (1) an chacune. Seule l'autorité contractante peut exercer cette ou ces options en remettant un avis écrit. Le tout sera confirmé, à des fins administratives, par une modification au contrat.
Catégorie de services de maintenance	Service de maintenance sur place
Numéro de téléphone sans frais pour le service de maintenance	[Remarque à l'intention des soumissionnaires: À remplir selon les renseignements fournis par l'entrepreneur au moment de l'attribution du contrat. On demande aux soumissionnaires de fournir ces renseignements dans leur soumission.]
Site Web pour le service de maintenance	[Remarque à l'intention des soumissionnaires: À remplir selon les renseignements fournis par l'entrepreneur au moment de l'attribution du contrat. On demande aux soumissionnaires de fournir ces renseignements dans leur soumission.]

7.16 Matériel loué ou acheté

- (a) Le matériel doit être livré avec le logiciel précisé dans le contrat ou nécessaire pour que le matériel fonctionne conformément aux caractéristiques techniques (le « logiciel sous licence »). Quant au logiciel sous licence:
- (i) il doit s'agir de la version à jour et, sauf mention contraire, ne pas nécessiter d'autre recherche ou développement pour répondre aux spécifications;
 - (ii) il doit être pris en charge par le matériel et entièrement compatible avec celui-ci dans la limite de la capacité d'expansion de ce dernier. L'entrepreneur doit complètement intégrer le logiciel sous licence dans le matériel et établir les interfaces avant l'acceptation;
 - (iii) l'entrepreneur accorde au Canada une licence unique, perpétuelle et non exclusive permettant au client d'utiliser le logiciel sous licence conformément au contrat. Cette licence lui permet d'installer, de copier, de déployer et d'utiliser le logiciel sous licence, ce qui comprend le droit de.

7.17 Élargissement de la gamme de produits existants

- (a) Pendant la durée du contrat, si des améliorations technologiques ont été apportées aux produits en vente prévus au contrat, l'entrepreneur peut proposer de nouveaux produits qui se veulent le prolongement d'une gamme de produits existants ou la « prochaine génération » d'une gamme de produits existants qui répondent aux spécifications de ces derniers ou les dépassent si le prix des nouveaux produits ne dépasse pas :
 - (i) le prix ferme (ou prix plafond, s'il y a lieu) du produit offert au départ dans la soumission de l'entrepreneur qui a donné lieu à l'attribution du contrat plus 5 %;
 - (ii) le prix inscrit sur la liste actuelle des prix publiés du produit de remplacement, moins tout rabais applicable au gouvernement discount; ou
 - (iii) le prix du produit de remplacement sur le marché, selon le plus bas prix.
- (b) Le nouveau produit proposé peut faire l'objet d'une étude comparative, et toutes les dépenses connexes (comme le transport et le coût de l'étude) seront aux frais de l'entrepreneur.
- (c) L'acceptation ou le rejet du nouveau produit est à l'entière discrétion du Canada. Si le Canada refuse le nouveau produit proposé, l'entrepreneur doit continuer à livrer le produit de départ. Si le nouveau produit est accepté, le tout sera consigné, à des fins administratives seulement, par une modification au contrat indiquant l'ajout de ce produit au contrat.
- (d) Aucun nouveau produit ne pourra être ajouté au contrat avant qu'une année se soit écoulée à partir de la date de l'attribution du contrat.

7.18 Équivalence de l'équipement

- (a) L'entrepreneur garantit que le matériel livré dans le cadre du contrat:
 - (i) équivaut, sur le plan de la forme, de l'ajustement, de la fonction et de la qualité, au matériel existant appartenant au Canada décrit dans la demande de soumissions qui a donné lieu au contrat; et
 - (ii) est entièrement compatible, interchangeable et interexploitable avec le matériel existant appartenant au Canada.
- (b) L'entrepreneur assure également que toute garantie obtenue auprès d'un tiers concernant le matériel existant appartenant au Canada ne sera pas touchée par l'utilisation que fait celui-ci du matériel qui lui est livré en vertu du contrat (p. ex. par l'interconnexion) ni par tout autre service fourni par l'entrepreneur en vertu du contrat. Si le Canada détermine, à sa seule discrétion, qu'une telle garantie est touchée, l'entrepreneur doit, si le Canada juge le bon
 - (i) verser au Canada la somme que celui-ci doit verser au fournisseur initial (ou à un distributeur autorisé de ce fournisseur) afin de certifier de nouveau le matériel existant du Canada aux fins de la garantie, ainsi que tout autre montant versé par le Canada à un tiers afin de restituer l'état de la garantie à sa pleine capacité;
 - (ii) effectuer tous les travaux de garantie sur le matériel existant du Canada au lieu du fournisseur initial; ou
 - (iii) verser au Canada la somme que celui-ci doit verser au fournisseur initial (ou à un distributeur autorisé de ce fournisseur) pour effectuer les travaux de maintenance sur le matériel qui aurait autrement été protégé par la garantie.
- (c) L'entrepreneur convient que si le Canada, pendant la durée du contrat, détermine qu'une partie de l'équipement n'équivaut pas, sur le plan de la forme, de l'ajustement, de la fonction et de la qualité, à l'équipement existant appartenant au Canada ni n'est entièrement compatible, interchangeable et interexploitable avec l'équipement existant appartenant au Canada, l'entrepreneur doit immédiatement et entièrement à ses frais prendre les mesures qui s'imposent pour s'assurer que l'équipement satisfait à ces exigences (comme en implantant un autre logiciel ou micrologiciel), faute de quoi le Canada aura le droit de résilier immédiatement le contrat pour manquement. Si le Canada résilie le contrat pour ce motif, l'entrepreneur accepte de lui payer le coût d'achat de l'équipement auprès d'un tiers et la différence, s'il y a lieu, du prix payé par le Canada à un tiers. L'entrepreneur reconnaît qu'à défaut de

livrer un matériel équivalent qui satisfait aux exigences mentionnées précédemment, l'entrepreneur (et ses filiales et toute autre entité avec qui il a un lien de dépendance) ne pourra pas proposer une solution de remplacement équivalente en réponse à une demande de soumissions future de TPSGC.

Remarque à l'intention des soumissionnaires : N'intégrer cet article dans le contrat subséquent que si des produits équivalents ont été proposés.

7.19 Résiliation du contrat de service de maintenance du matériel pour des raisons de commodité

En dépit de la durée du contrat et des dispositions en matière de résiliation pour raisons de commodité que renferment les conditions générales, le Canada peut résilier pour des raisons de commodité, sans frais pour lui, les services de maintenance et de soutien qui lui sont fournis en vertu du contrat. Le cas échéant, le Canada remettra à l'entrepreneur un préavis écrit de 30 jours civils. Il ne sera tenu de payer à l'entrepreneur que les frais de maintenance et de soutien impayés à la date de résiliation.

7.20 Préservation des supports électroniques

- (a) Avant de les utiliser sur l'équipement du Canada ou de les envoyer au Canada, l'entrepreneur doit utiliser un produit régulièrement mis à jour pour balayer les supports électroniques utilisés pour exécuter les travaux afin de s'assurer qu'ils ne contiennent aucun virus informatique ou code malveillant. L'entrepreneur doit informer aussitôt le Canada si un support électronique utilisé pour les travaux renferme des virus informatiques ou autres codes malveillants.
- (b) Si des renseignements ou des documents électroniques sont endommagés ou perdus (par exemple s'ils sont effacés par accident) pendant que l'entrepreneur en a la garde ou en tout temps avant qu'ils ne soient remis au Canada conformément au contrat, l'entrepreneur doit les remplacer immédiatement à ses frais.

7.21 Résiliation pour des motifs de commodité

- (a) À l'égard de l'article 30 des conditions générales 2035, le cas échéant, ou de l'article 32 des conditions 2030, le cas échéant, on supprime le paragraphe 4 pour le remplacer par les paragraphes 4, 5 et 6 suivants:
 - 4. Les sommes auxquelles l'entrepreneur a droit selon le présent article et les sommes versées ou dues à l'entrepreneur ne doivent pas dépasser, au total, le prix contractuel.
 - 5. Si l'autorité contractante résilie le contrat et si les articles du présent accord comprennent une garantie des travaux minimums, le montant total à verser à l'entrepreneur conformément au contrat ne doit pas dépasser le plus élevé des deux montants suivants
 - (a) le montant total auquel a droit l'entrepreneur selon le présent article, en plus des montants qui lui ont été versés, des montants qui devront lui être payés en vertu de la garantie de revenu minimum, ainsi que les montants qui lui sont dus à la date de la résiliation, ou
 - (b) le montant total payable selon la garantie des travaux minimums, moins les montants qui ont été versés à l'entrepreneur et les montants qui lui sont dus à la date de la résiliation.
 - 6. Sauf dans la mesure prévue dans le présent article, l'entrepreneur n'aura aucun recours, notamment en ce qui a trait à l'obtention de dommages-intérêts, compensation, perte de profit, indemnité découlant de tout avis de résiliation en vertu du présent article. L'entrepreneur convient de rembourser immédiatement au Canada tout paiement anticipé non liquidé à la date de la résiliation.

ANNEXE A

ÉNONCÉ DES TRAVAUX

1. BESOIN

- 1.1 Le ministère de la Défense nationale (MDN), Détachement des opérations immobilières de Borden (Dét Ops Imm Borden), a besoin qu'on lui fournisse, livre et installe des composants matériels majeurs pour un système d'alarme anti-intrusion. Ce besoin comprend également la maintenance du matériel et des logiciels, le soutien et la formation connexe.

2. CONTEXTE

- 2.1 Le Dét Ops Imm Borden du MDN est responsable de l'entretien continu de toutes les infrastructures sur les propriétés du ministère. Cette responsabilité inclut la nécessité de faire fonctionner et d'entretenir les systèmes d'alarme anti-intrusion. Le système actuel se compose d'un (1) module maître et de deux (2) modules de serveurs esclaves, postes de travail et de récepteurs. Le but de ce projet est de remplacer les trois (3) modules du système par une configuration unique et moderne.

3. OBJECTIF

- 3.1 L'entrepreneur doit fournir, livrer et installer des composants entièrement fonctionnels pour un système d'alarme anti-intrusion qui comprend des serveurs, des postes de travail, des ordinateurs portables et des récepteurs pour la base des Forces canadiennes (BFC) de Borden. Tous les composants doivent être compatibles avec la dernière version du logiciel de surveillance MASTerMind Monitoring qui est actuellement utilisé par le MDN; ils seront installés dans les bâtiments A-121, CFAD-208 et E-186.
- 3.2 L'entrepreneur doit également assurer la maintenance et le soutien du matériel et des logiciels. Les services d'assistance doivent comprendre, notamment, du soutien technique par téléphone de 8 h 30 à 16 h 30, heure de l'Est, du lundi au vendredi, à l'exclusion des jours fériés, avec un temps de réponse téléphonique de deux (2) heures à partir du moment de l'appel.

4. EXIGENCES

- 4.1 L'entrepreneur est responsable de ce qui suit, conformément à l'annexe A :
- 4.1.1 Fournir et installer :
- 4.1.1.1 Trois (3) serveurs de réseau pour remplacer les serveurs de réseau actuels;
 - 4.1.1.2 Trois (3) postes de travail informatiques pour remplacer les postes de travail actuels;
 - 4.1.1.3 Trois (3) ordinateurs portables, configurés à l'intention des techniciens selon les comptes administratifs existants pour fournir un accès mobile au système;
 - 4.1.1.4 Un (1) ordinateur portable, configuré à l'intention des opérateurs selon les comptes d'opérateurs et d'utilisateurs existants pour programmer les codes d'accès des utilisateurs;
 - 4.1.1.5 Trois (3) récepteurs de réseau, pour remplacer les récepteurs Sur-Guard System II existants.
- 4.1.2 Configurer les serveurs et les opérations de MASTerMind. L'entrepreneur utilisera les licences et ententes existantes de la BFC Borden pour le logiciel MASTerMind.
- 4.1.3 Faire subir une épreuve de choc à la base de données avant d'intégrer les serveurs proposés au système.
- 4.4 Configurer et mettre à l'essai les communications entre l'alimentation électrique sans interruption et le serveur et faire un essai d'arrêt.
- 4.5 Configurer les serveurs proposés en boucle de redondance de MASTerMind.
- 4.6 Mettre à niveau MASTerMind vers la version la plus récente qui sera fournie par le MDN.

-
- 4.7 Configurer et installer les postes de travail proposés pour qu'ils supportent le branchement Ethernet filaire avec les serveurs proposés.
 - 4.8 Configurer les ordinateurs portables proposés pour qu'ils supportent le branchement Ethernet filaire avec le système.
 - 4.9 Configurer et installer les récepteurs réseau proposés pour qu'ils fonctionnent avec le système.
 - 4.10 Mener un test de fonctionnement final qui comprend :
 - 4.10.1 une preuve de redondance – provoquer la panne du serveur et confirmer que le serveur de rechange prend immédiatement le rôle du serveur maître;
 - 4.10.2 une preuve de fonctionnement – au moins deux (2) alarmes seront déclenchées à partir de lieux physiques distincts, pour confirmer la réception et le déclenchement de la notification.
 - 4.11 Remettre tous les logiciels installés, y compris MASTerMind, à la BFC Borden pour conservation.
 - 4.12 Fournir les manuels et les mots de passe pour tous les systèmes et dispositifs installés.
 - 4.13 Assurer la formation du personnel de la BFC Borden conformément à l'article 7.
 - 4.14 Retirer les systèmes existants de la zone; le MDN s'occupera de leur élimination.
 - 4.15 Fournir quatre (4) disques durs supplémentaires pour le serveur réseau. Les disques durs doivent être identiques à ceux installés dans les serveurs du réseau. Voir l'article 5.2.

5. SPÉCIFICATIONS

5.1 Généralités :

- 5.1.1 Tous les dispositifs (serveurs de réseau, postes de travail informatiques, ordinateurs portables et récepteurs de la station de surveillance) doivent être des produits du commerce offerts sur le marché.
- 5.1.2 À l'exception du récepteur de la station de surveillance, tous les appareils doivent provenir du même fabricant.
- 5.1.3 Tous les appareils installés doivent être adressables par IP (protocole Internet), approuvés par le Conseil canadien des normes (ULC) et non exclusifs.
- 5.1.4 Tout le matériel installé doit être configuré et compatible avec les logiciels de surveillance et de gestion de la sécurité MASTerMind, ainsi qu'avec les récepteurs d'alarme et les processeurs de signaux déjà en place.
- 5.1.5 La connectivité de réseau est déjà en place. Tous les appareils remplacés dans le cadre de ce projet utiliseront la connectivité de réseau existante.
- 5.1.6 Les spécifications ci-dessous reflètent les exigences pour chaque appareil. Par exemple, chaque serveur de réseau doit avoir les éléments indiqués dans la quantité indiquée.
- 5.1.7 Les quantités ci-dessous sont mentionnées afin d'éliminer toute ambiguïté lorsque plusieurs éléments pourraient être intégrés, mais qu'un nombre particulier est demandé (par exemple, le serveur de réseau peut accueillir 8 disques durs, mais seulement 2 sont nécessaires). Sauf indication contraire, la quantité est celle qui est nécessaire pour permettre le fonctionnement du dispositif (par exemple, toute combinaison de mémoire vive peut être utilisée pour atteindre la capacité totale indiquée).

- 5.2 **Serveur de réseau** : doit répondre au minimum aux spécifications ou leur équivalent* ci-dessous. * *Équivalent désigne un produit de substitution ou un produit semblable qui satisfait ou dépasse les normes ou spécifications de qualité et de performance requises qui ont été relevées.*

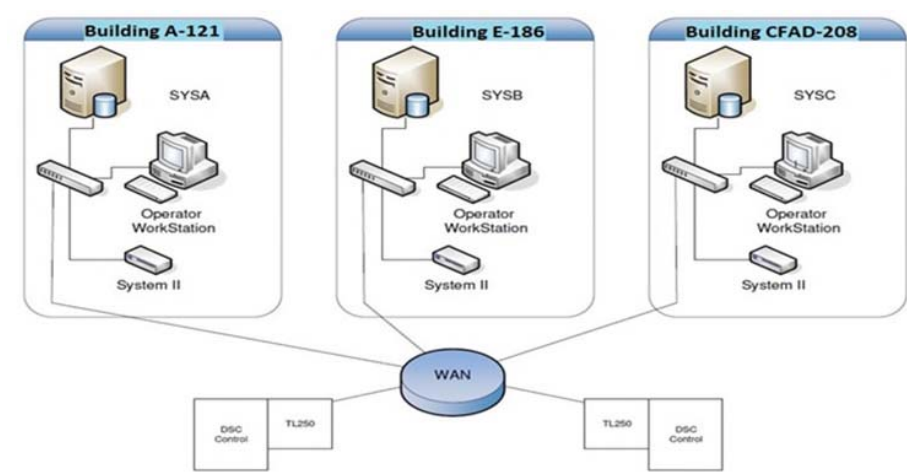
- 5.2.1 Serveur : PowerEdge R740 (210-AKXJ).

-
- 5.2.2 Carte mère : PowerEdge R740/R740XD (329-BDKH).
- 5.2.3 Châssis : Boîtier comportant 8 emplacements pour disques durs SAS ou SATA de 3,5 pouces, 19 pouces, montés en bâti, remplaçable à chaud
- 5.2.4 Unité centrale : Processeur Intel Xeon à quatre cœurs, 2,13 GHz, 16 Mo de cache
- 5.2.5 Stockage RAID – Contrôleur RAID PERC H730P, mémoire cache NV de 2 Go (configuration RAID 1)
- 5.2.6 Disques durs : NAS/SAN, interne, SATA, 600 Go, 10 000 tours/minute, 12 Gb/s – **quantité : 2**
- 5.2.7 Mémoire vive : 32 Go RDIMM, 2666 MHz DDR4
- 5.2.8 Vidéo : NVIDIA Quadro P400, 2 Go
- 5.2.9 Connexion Ethernet : Broadcom 5720 quatre ports, 1 Gigabit Ethernet Base-T
- 5.2.10 Souris : câblée, 2 boutons, avec molette de défilement
- 5.2.11 Alimentation électrique : double, branchement à chaud, redondante (1+1), 750 W, connecteur NEMA 5-15P
- 5.2.12 Lecteur DVD : doit être interne, DVD-ROM, SATA
- 5.2.13 Système d'exploitation : Windows Server 2019 standard, 16 cœurs
- 5.2.14 Logiciel : Serveur SQL de Microsoft, 2019, Version de base, Licences d'accès client 5 appareils
- 5.3 **Poste de travail informatique** : doit répondre au minimum aux spécifications ou leur équivalent* indiquées ci-dessous.
** Équivalent désigne un produit de substitution ou un produit semblable qui satisfait ou dépasse les normes ou spécifications de qualité et de performance requises qui ont été relevées.*
- 5.3.1 Bâti d'ordinateur de bureau
- 5.3.2 Unité centrale : Double cœur, 2,13 GHz, 8 Mo de cache
- 5.3.3 Disque dur : interne, 100 Go – **quantité : 1**
- 5.3.4 Mémoire vive : 8 Go, 2666 MHz DDR4
- 5.3.5 Vidéo : NVIDIA Quadro P400, 2 Go
- 5.3.6 Connexion Ethernet : 100/1000
- 5.3.7 Souris : câblée, 2 boutons, avec molette de défilement
- 5.3.8 Bloc d'alimentation : 260 W, connecteur NEMA 5-15P
- 5.3.9 Homologué ENERGY STAR.
- 5.3.10 ** AUCUN lecteur OPTIQUE nécessaire **
- 5.3.11 Moniteur : 24 pouces – **quantité : 1**
- 5.3.12 Clavier : Câblé, QWERTY
- 5.3.13 Système d'exploitation : Windows 10 Professional
- 5.4 **Ordinateur portable** : doit répondre au minimum aux spécifications ou leur équivalent* ci-dessous.
** Équivalent désigne un produit de substitution ou un produit semblable qui satisfait ou dépasse les normes ou spécifications de qualité et de performance requises qui ont été relevées.*
- 5.4.1 Double cœur, 2,13 GHz, 8 Mo de cache
- 5.4.2 Disque dur : interne, SATA, 100 Go
- 5.4.3 Mémoire vive : 8 Go, 2666 MHz DDR4
- 5.4.4 Vidéo : NVIDIA Quadro P400, 1 Go
- 5.4.5 Connexion Ethernet : 100/1000
- 5.4.6 ** Connectivité sans fil (par exemple Wi-Fi, Bluetooth) NON requise **
- 5.4.7 Homologué ENERGY STAR.
- 5.4.8 ** AUCUN lecteur OPTIQUE nécessaire **
- 5.4.9 Moniteur : 17 pouces
- 5.4.10 Système d'exploitation : Windows 10 Professional

- 5.5 **Récepteur du poste de surveillance** : doit répondre au minimum aux spécifications ou leur équivalent* indiquées ci-dessous.

* *Équivalent désigne un produit de substitution ou un produit semblable qui satisfait ou dépasse les normes ou spécifications de qualité et de performance requises qui ont été relevées.*

- 5.5.1 Récepteur : doit pouvoir être monté en bâti (19 pouces) et mis à jour avec la dernière version du micrologiciel, p. ex. : Sur-Gard System III (Tyco International)
- 5.5.2 Carte de ligne IP Ethernet, compatible avec les transmetteurs d'alarme IP (commande de sécurité numérique) – **quantité : 2**



6. EXIGENCES DU LOGICIEL MASTERMind

- 6.1 L'ensemble du système (tous les composants) doit être mis à niveau vers la version la plus récente du logiciel d'automatisation de la sécurité MASTERMind.
- 6.2 Cette version sera fournie par le MDN pour l'installation initiale, et il incombera à l'entrepreneur d'installer le logiciel sur l'ensemble du système.
- 6.3 Toute nouvelle version sera fournie par le MDN.

7. FORMATION

- 7.1 L'entrepreneur doit organiser des séances de formation menant à une certification pour les techniciens et les opérateurs sur le site.
- 7.2 La formation technique sera fournie à un minimum de trois (3) techniciens de la BFC Borden pour le système d'alarme d'intrusion, ce qui leur permettra de communiquer avec le service technique à la clientèle pour tout besoin de maintenance ou tout problème concernant le système.
- 7.3 La formation des opérateurs sera destinée à un minimum d'un (1) opérateur de répartition d'urgence et devra inclure toute différence dans l'utilisation du matériel et des logiciels des systèmes précédents par rapport à ceux utilisés à la suite de ce projet.
- 7.4 Toutes les séances de formation auront lieu avant le 31 mars 2021. Le MDN s'occupera du lieu de formation. Les dates de formation doivent être confirmées auprès du chargé de projet au moins deux (2) semaines avant l'activité. Toutes les communications relatives à l'exécution des travaux seront menées par le chargé de projet et transmises par télécopieur, courrier électronique ou d'autres méthodes connues jugées acceptables pour le chargé de projet et l'entrepreneur.
- 7.5 Tous les coûts de formation doivent inclure, le cas échéant, le matériel de cours, les fournitures et les frais de déplacement.

8. PRODUITS LIVRABLES

N°	Description	Date estimative d'achèvement
1	Fourniture et livraison des composants conformément à l'annexe A.	4 semaines à partir de l'attribution du contrat
2	Installation de systèmes, y compris l'intégration des logiciels, la duplication des comptes d'administrateur, la duplication des comptes d'utilisateurs et le transfert de bases de données existantes.	Dans les trois (3) semaines suivant l'achèvement du livrable de la ligne 1.
3	Mise à l'essai, examen et acceptation qui comprend : a) Une preuve de redondance – provoquer la panne d'un serveur et confirmer que le serveur de rechange prend immédiatement le rôle du serveur maître; b) Une preuve de fonctionnement – au moins deux (2) alarmes seront déclenchées à partir de lieux physiques distincts, pour confirmer la réception et le déclenchement de la notification.	Dans la semaine suivant l'achèvement du livrable de la ligne 2.
4	Formation	Dans les deux semaines suivant l'acceptation; au plus tard la semaine du 31 mai 2021.

9. PLAN DE SOUTIEN ET MAINTENANCE

- 9.1 L'entrepreneur doit fournir du soutien relativement aux composants du système, ce qui comprend toutes les mises à jour logicielles (MAStMind inclus) et un soutien téléphonique général pour toutes les fonctions standard du logiciel d'exploitation et du matériel pendant la durée du contrat.
- 9.2 L'entrepreneur doit fournir un soutien pour l'ensemble des logiciels, du matériel, des micrologiciels, des mises à niveau de licences, des mises à jour et des nouvelles versions offerts sur le marché des applications existantes liées au système d'alarme anti-intrusion du fabricant.
- 9.3 L'entrepreneur doit inclure toute la main-d'œuvre, les matériaux, les outils, l'équipement et le transport nécessaires pour fournir des services de maintenance sur le site.
- 9.4 Les services de maintenance comprennent également la correction de bogues de logiciels sous licence, la modification de documents, la mise à jour des anciennes versions, les renommages et les correctifs logiciels.
- 9.5 L'entrepreneur, en plus de la maintenance et du soutien généraux, doit assurer la maintenance préventive sur place, ce qui comprend ce qui suit :
- 9.5.1 **Semestriellement** : Maintenance des logiciels, ce qui comprend les mises à jour, la maintenance, l'optimisation des fonctions et la vérification générale de l'état de fonctionnement;
- 9.5.2 **Annuellement** : Maintenance du matériel, qui comprend le nettoyage intérieur et extérieur des serveurs et des postes de travail, et l'arrêt physique autorisé si nécessaire.
- 9.6 Atténuation des cybervulnérabilités : Bien que le système en question soit un système fermé, la menace de cybervulnérabilités latentes, introduites manuellement ou incluses dans les produits du commerce, existe toujours. Que ce soit par l'intermédiaire de ressources internes compétentes ou d'une organisation tierce spécialisée en cybersécurité, l'entrepreneur doit mettre à l'essai les logiciels, microprogrammes, mises à jour et pilotes pour détecter et éliminer les cybermenaces connues avant leur introduction dans le système. Si une telle menace devait être découverte après son introduction, le

plan de soutien doit prévoir des mesures correctives pour remettre le système dans un état pleinement fonctionnel.

- 9.7 Tout travail de réparation supplémentaire découlant de la réparation doit être immédiatement signalé au chargé de projet sous forme de rapport qui comprend les travaux de réparation requis.
- 9.8 Aucun travail de réparation supplémentaire ne doit être entrepris sans l'autorisation écrite du chargé de projet.

10. INSTALLATION ET INSPECTION

- 10.1 Toute installation doit être effectuée par des professionnels, et les pièces doivent être installées conformément aux spécifications, dessins et instructions figurant dans les références énumérées à l'article 12.
- 10.2 Une fois les travaux terminés, l'entrepreneur avertira le chargé de projet et demandera une inspection définitive des travaux. Si des lacunes sont décelées, l'entrepreneur devra les corriger avant l'approbation du projet et la facturation.
- 10.3 Un rapport de service détaillé exhaustif doit être fourni à la fin des travaux et remis au chargé de projet.
- 10.4 À partir du début des travaux, jusqu'à l'achèvement de tous les livrables, le chargé de projet pourrait faire des inspections périodiques du site afin de déterminer si les travaux sont effectués de manière conforme à l'annexe A et aux codes et normes applicables.

11. SÉCURITÉ

- 11.1 **Cote de fiabilité** : les ressources visées par les points suivants doivent détenir une cote de fiabilité :
- 11.1.1 Accès ou travail au-delà des zones publiques ou d'accueil (appelées « zones de travail »), p. ex., enceintes sécurisées, bureaux, salles électriques et mécaniques à la BFC Borden;
- 11.1.2 Maintenance, service et soutien sur place pour le matériel et les logiciels du commerce déconnectés et retirés du système de surveillance des alertes anti-intrusion ne contenant pas de données sensibles.
- 11.2 **Cote de sécurité de niveau secret** : les ressources visées par les points suivants doivent détenir une cote de sécurité de niveau secret :
- 11.2.1 Accès ou travail au-delà des zones de travail (appelées « zones de sécurité »), p. ex., centre de commande de la sécurité, zone de répartition, salles des communications sécurisées à la BFC Borden;
- 11.2.2 Installation de matériel et de logiciels du commerce sur le système de surveillance des IA sécurisé (systèmes classifiés) des Forces armées canadiennes ou du MDN. Mise à l'essai et vérification des installations une fois qu'elles sont connectées au système de surveillance des alertes anti-intrusion.
- 11.2.3 Maintenance, service et soutien sur place pour le matériel et les logiciels du commerce connectés au système de surveillance des alertes anti-intrusion ou contenant des données sensibles.
- 11.3. Installation et configuration initiales : L'entrepreneur peut acquérir, installer et configurer le matériel et les logiciels sur son propre lieu de travail, puis apporter ces éléments à la BFC Borden pour l'installation et toute configuration définitives sous la supervision et en présence des techniciens de la BFC Borden. Cependant, une fois que ce matériel a été intégré ou connecté au système de sécurité, tous les éléments sont alors soumis aux deux (2) clauses suivantes concernant l'accès à distance et les supports de mémoire rémanente.
- 11.4 Accès à distance La BFC Borden est régie par des directives et des politiques nationales qui ne permettent pas l'accès à distance à des systèmes tels que celui décrit ici.
- 11.4.3 Supports de mémoire rémanente – Bien que les techniciens de l'entrepreneur aient la cote de sécurité requise, les principes de confidentialité, d'intégrité et de disponibilité doivent être

respectés. Par conséquent, si le matériel ne peut être réparé dans les limites de la BFC Borden, tous les supports de mémoire rémanente (p. ex., disque dur, SSD, disque optique, etc.) doivent être retirés et remis aux techniciens de la BFC Borden pour qu'ils soient conservés en lieu sûr jusqu'à ce que le matériel soit retourné à la BFC Borden.

12. RÉFÉRENCES

Tous les travaux doivent être effectués conformément aux dernières versions des références suivantes :

- . Instructions du fabricant;
- . *Loi sur la santé et la sécurité au travail* de l'Ontario;
- . C-02040-009/AG-000, Programme de sécurité générale du MDN;
- . Ordres de sécurité de la BFC Borden;
- . Instruction permanente d'administration de la Base des Forces canadiennes Borden (IPABB) 1004 – Prévention des déversements et intervention en cas de déversement;
- . Code canadien de l'électricité;
- . Tous les codes et toutes les normes applicables de l'industrie

ANNEXE B
BASE DE PAIEMENT

Conformément à l'annexe A - Énoncé des travaux, l'entrepreneur sera payé les prix fermes suivants pour les travaux exécutés conformément au contrat, en dollars canadiens, y compris les droits de douane, tous les frais de livraison et de transport, FAB destination, taxes applicables en sus.

PÉRIODE DU CONTRAT – ANNÉE 1 (dates à insérer à l'attribution du contrat) :**1. BESOIN FERME**

Prix unitaires fermes conformément à l'annexe A, y compris la main-d'œuvre, la configuration des logiciels, le soutien, la maintenance et les réparations et les frais de déplacement.

		A	B	C
N°	Description	Nombre d'unités	Prix unitaire ferme	Prix calculé (A x B)
1	Fournir, livrer et installer des composants entièrement fonctionnels, conformément à l'annexe A, Énoncé des travaux, assortis d'une garantie de douze (12) mois. Fabricant de serveurs de réseau, de postes de travail informatiques et d'ordinateurs portables : _____ Fabricant du récepteur de la station de surveillance : _____			
	Serveurs de réseaux	3	\$	\$
	Postes de travail informatisés	3	\$	\$
	Ordinateurs portatifs	4	\$	\$
	Récepteur de la station de surveillance	3	\$	\$
2	Disque dur du serveur de réseau	4	\$	\$
3	Formation des techniciens et opérateurs conformément à l'annexe A	1	\$	\$
Prix total étendu pour l'article 1.1:				\$

2. BESOIN OPTIONNEL :**2.1 ENTRETIEN PRÉVENTIF**

La ou les options peuvent être exercées à tout moment pendant la période allant de la date d'attribution au (date insérée lors de l'attribution du contrat), par l'intermédiaire d'un avenant au contrat produit par l'autorité contractante.

		A	B	C
N°	Description	Nombre d'unités	Prix unitaire ferme	Prix calculé (A x B)
1	Maintenance semestrielle préventive des logiciels conformément à l'annexe A.	2	\$	\$
2	Maintenance annuelle préventive du système conformément à l'annexe A.	1	\$	\$
Prix total étendu pour l'article 2.1:				\$
Prix total étendu pour la durée du contrat – Année 1 (article 1.1 + article 2.1) :				\$

PÉRIODE D'OPTION 1 – ANNÉE 2 (dates à insérer à l'attribution du contrat) :**1. BESOIN FERME**

		A	B	C
N°	Description	Nombre d'unités	Prix unitaire ferme	Prix calculé (A x B)
1	Coût de la maintenance et du support pour les logiciels et le matériel, et des mises à jour des logiciels des composants conformément à l'annexe A, Énoncé des travaux, ce qui comprend une garantie de douze (12) mois.	1	\$	\$
Prix total étendu pour l'article 1.1:				\$

2. BESOIN OPTIONNEL:**2.1 ENTRETIEN PRÉVENTIF**

La ou les options peuvent être exercées à tout moment pendant la période du (dates insérées lors de l'attribution du contrat), par l'intermédiaire d'un avenant au contrat produit par l'autorité contractante.

		A	B	C
N°	Description	Nombre d'unités	Prix unitaire ferme	Prix calculé (A x B)
1	Maintenance semestrielle préventive des logiciels conformément à l'annexe A.	2	\$	\$
2	Maintenance annuelle préventive du système conformément à l'annexe A.	1	\$	\$
Prix total étendu pour l'article 2.1:				\$
Prix total étendu pour Période d'option 1 – Année 2 (l'article 1.1+ l'article 2.1):				\$

PÉRIODE D'OPTION 2 – ANNÉE 3 (dates à insérer à l'attribution du contrat) :**1. BESOIN FERME**

		A	B	C
N°	Description	Nombre d'unités	Prix unitaire ferme	Prix calculé (A x B)
1	Coût de la maintenance et du support pour les logiciels et le matériel, et des mises à jour des logiciels des composants conformément à l'annexe A, Énoncé des travaux, ce qui comprend une garantie de douze (12) mois.	1	\$	\$
Prix total étendu pour l'article 1.1:				\$

2. BESOIN OPTIONNEL:**2.1 ENTRETIEN PRÉVENTIF**


La ou les options peuvent être exercées à tout moment pendant la période du (dates insérées lors de l'attribution du contrat), par l'intermédiaire d'un avenant au contrat produit par l'autorité contractante.

		A	B	C
N°	Description	Nombre d'unités	Prix unitaire ferme	Prix calculé (A x B)
1	Maintenance semestrielle préventive des logiciels conformément à l'annexe A.	2	\$	\$
2	Maintenance annuelle préventive du système conformément à l'annexe A.	1	\$	\$
<i>Prix total étendu pour l'article 2.1:</i>				\$
<i>Prix total étendu pour Période d'option 2 – Année 3 (l'article 2.1+ l'article 2.1):</i>				\$
<i>Prix total évalué (somme du prix total étendu pour la période du contrat – Année 1 + période d'option 1 – Année 2 + période d'option 2 – Année 3) :</i>				\$

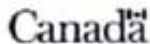
REMARQUE : * Les éléments en *italique* seront supprimés au moment de l'attribution du contrat.

ANNEXE C

LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ

 Gouvernement du Canada		Contract Number / Numéro du contrat BND00092	
		Security Classification / Classification de sécurité Unclassified	

SECURITY REQUIREMENTS CHECK LIST (SRCL) LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ (LVERS)			
PART A - CONTRACT INFORMATION / PARTIE A - INFORMATION CONTRACTUELLE			
1. Originating Government Department or Organization / Ministère ou organisme gouvernemental d'origine National Defence		2. Branch or Directorate / Direction générale ou Direction Real Property Operations Detachment (Borden)	
3. a) Subcontract Number / Numéro du contrat de sous-traitance N/A		3. b) Name and Address of Subcontractor / Nom et adresse du sous-traitant N/A	
4. Brief Description of Work / Brève description du travail Replace Intrusion Alarm Servers. Contractor to update or replace specified commercial off the shelf (COTS) Intrusion Alarm (IA) dedicated hardware and software, provide ongoing IA system service & support, preventative maintenance, and provide resultant technical training and/or orientation for IA systems administered, maintained, and monitored at CFB Borden, ON.			
5. a) Will the supplier require access to Controlled Goods? Le fournisseur aura-t-il accès à des marchandises contrôlées?		<input checked="" type="checkbox"/> No Non	<input type="checkbox"/> Yes Oui
5. b) Will the supplier require access to unclassified military technical data subject to the provisions of the Technical Data Control Regulations? Le fournisseur aura-t-il accès à des données techniques militaires non classifiées qui sont assujetties aux dispositions du Règlement sur le contrôle des données techniques?		<input checked="" type="checkbox"/> No Non	<input type="checkbox"/> Yes Oui
6. Indicate the type of access required / Indiquer le type d'accès requis			
6. a) Will the supplier and its employees require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets? Le fournisseur ainsi que les employés auront-ils accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? (Specify the level of access using the chart in Question 7. c.) (Préciser le niveau d'accès en utilisant le tableau qui se trouve à la question 7. c.)		<input type="checkbox"/> No Non	<input checked="" type="checkbox"/> Yes Oui
6. b) Will the supplier and its employees (e.g. cleaners, maintenance personnel) require access to restricted access areas? No access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets is permitted. Le fournisseur et ses employés (p. ex. nettoyeurs, personnel d'entretien) auront-ils accès à des zones d'accès restreintes? L'accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS n'est pas autorisé.		<input checked="" type="checkbox"/> No Non	<input type="checkbox"/> Yes Oui
6. c) Is this a commercial courier or delivery requirement with no overnight storage? S'agit-il d'un contrat de messagerie ou de livraison commerciale sans entreposage de nuit?		<input checked="" type="checkbox"/> No Non	<input type="checkbox"/> Yes Oui
7. a) Indicate the type of information that the supplier will be required to access / Indiquer le type d'information auquel le fournisseur devra avoir accès			
Canada <input checked="" type="checkbox"/>		NATO / OTAN <input type="checkbox"/>	Foreign / Étranger <input type="checkbox"/>
7. b) Release restrictions / Restrictions relatives à la diffusion			
No release restrictions / Aucune restriction relative à la diffusion <input checked="" type="checkbox"/>		All NATO countries / Tous les pays de l'OTAN <input type="checkbox"/>	No release restrictions / Aucune restriction relative à la diffusion <input type="checkbox"/>
Not releasable / À ne pas diffuser <input type="checkbox"/>			
Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>		Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>	Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>
Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:		Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:	Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:
7. c) Level of information / Niveau d'information			
PROTECTED A / PROTÉGÉ A <input checked="" type="checkbox"/>		NATO UNCLASSIFIED / NATO NON CLASSIFIÉ <input type="checkbox"/>	PROTECTED A / PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>
PROTECTED B / PROTÉGÉ B <input checked="" type="checkbox"/>		NATO RESTRICTED <input type="checkbox"/>	PROTECTED B / PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>
PROTECTED C / PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>		NATO DIFFUSION RESTREINTE <input type="checkbox"/>	PROTECTED C / PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>
CONFIDENTIAL / CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>		NATO CONFIDENTIAL <input type="checkbox"/>	CONFIDENTIAL / CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>
SECRET <input checked="" type="checkbox"/>		NATO SECRET <input type="checkbox"/>	SECRET <input type="checkbox"/>
TOP SECRET <input type="checkbox"/>		COSMIC TOP SECRET <input type="checkbox"/>	TOP SECRET <input type="checkbox"/>
TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>		COSMIC TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>	TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>
TOP SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>			TOP SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>
TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>			TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>

TBS/SCT 350-103(2004/12)	Security Classification / Classification de sécurité Unclassified	
--------------------------	---	---

Government
of CanadaGouvernement
du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

BN300062

Security Classification / Classification de sécurité
Unclassified**PART A / (continued) / PARTIE A (suite)**

8. Will the supplier require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED COMSEC information or assets?
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens COMSEC désignés PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No ☐ Yes
Non Oui
If Yes, indicate the level of sensitivity:
Dans l'affirmative, indiquer le niveau de sensibilité:
9. Will the supplier require access to extremely sensitive INFOSEC information or assets?
Le fournisseur aura-t-il accès à des biens INFOSEC de nature extrêmement délicate? ☒ No ☐ Yes
Non Oui
- Short Title(s) of material / Titre(s) abrégé(s) du matériel:
Document Number / Numéro du document:

PART B - PERSONNEL (SUPPLIER) / PARTIE B - PERSONNEL (FOURNISSEUR)

10. a) Personnel security screening level required / Niveau de contrôle de la sécurité du personnel requis
- | | | | |
|---|---|--|--|
| <input checked="" type="checkbox"/> RELIABILITY STATUS
COTE DE FIABILITÉ | <input type="checkbox"/> CONFIDENTIAL
CONFIDENTIEL | <input checked="" type="checkbox"/> SECRET
SECRET | <input type="checkbox"/> TOP SECRET
TRÈS SECRET |
| <input type="checkbox"/> TOP SECRET - SIGINT
TRÈS SECRET - SIGINT | <input type="checkbox"/> NATO CONFIDENTIAL
NATO CONFIDENTIEL | <input type="checkbox"/> NATO SECRET
NATO SECRET | <input type="checkbox"/> COSMIC TOP SECRET
COSMIC TRÈS SECRET |
| <input type="checkbox"/> SITE ACCESS
ACCÈS AUX EMPLACEMENTS | | | |
- Special comments:
Commentaires spéciaux: See Security Classification Guide

NOTE: If multiple levels of screening are identified, a Security Classification Guide must be provided.

REMARQUE: Si plusieurs niveaux de contrôle de sécurité sont requis, un guide de classification de la sécurité doit être fourni.

10. b) May unscreened personnel be used for portions of the work?
Du personnel sans autorisation sécuritaire peut-il se voir confier des parties du travail? ☐ No ☒ Yes
Non Oui
If Yes, will unscreened personnel be escorted?
Dans l'affirmative, le personnel en question sera-t-il escorté? ☒ No ☐ Yes
Non Oui
On DND premises, unscreened pers. may only access public/reception zones

PART C - SAFEGUARDS (SUPPLIER) / PARTIE C - MESURES DE PROTECTION (FOURNISSEUR)**INFORMATION / ASSETS / RENSEIGNEMENTS / BIENS**

11. a) Will the supplier be required to receive and store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets on its site or premises?
Le fournisseur sera-t-il tenu de recevoir et d'entreposer sur place des renseignements ou des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No ☐ Yes
Non Oui
11. b) Will the supplier be required to safeguard COMSEC information or assets?
Le fournisseur sera-t-il tenu de protéger des renseignements ou des biens COMSEC? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

PRODUCTION

11. c) Will the production (manufacture, and/or repair and/or modification) of PROTECTED and/or CLASSIFIED material or equipment occur at the supplier's site or premises?
Les installations du fournisseur serviront-elles à la production (fabrication et/ou réparation et/ou modification) de matériel PROTÉGÉ et/ou CLASSIFIÉ? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

INFORMATION TECHNOLOGY (IT) MEDIA / SUPPORT RELATIF À LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION (TI)

11. d) Will the supplier be required to use its IT systems to electronically process, produce or store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or data?
Le fournisseur sera-t-il tenu d'utiliser ses propres systèmes informatiques pour traiter, produire ou stocker électroniquement des renseignements ou des données PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No ☐ Yes
Non Oui
11. e) Will there be an electronic link between the supplier's IT systems and the government department or agency?
Disposera-t-on d'un lien électronique entre le système informatique du fournisseur et celui du ministère ou de l'agence gouvernementale? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

Government
of CanadaGouvernement
du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

BN300092

Security Classification / Classification de sécurité

Unclassified

PART C - (continued) / PARTIE C - (suite)

For users completing the form **manually** use the summary chart below to indicate the category(ies) and level(s) of safeguarding required at the supplier's site(s) or premises.

Les utilisateurs qui remplissent le formulaire **manuellement** doivent utiliser le tableau récapitulatif ci-dessous pour indiquer, pour chaque catégorie, les niveaux de sauvegarde requis aux installations du fournisseur.

For users completing the form **online** (via the Internet), the summary chart is automatically populated by your responses to previous questions.

Dans le cas des utilisateurs qui remplissent le formulaire **en ligne** (par Internet), les réponses aux questions précédentes sont automatiquement saisies dans le tableau récapitulatif.

SUMMARY CHART / TABLEAU RÉCAPITULATIF

Category Catégorie	PROTECTED PROTÉGÉE			CLASSIFIED CLASSIFIÉE			NATO				COMSEC					
	A	B	C	CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL	SECRET	TOP SECRET TRÈS SECRET	NATO RESTRICTED NATO DIFFUSION RESTRICTÉE	NATO CONFIDENTIAL	NATO SECRET	COMSEC TOP SECRET COMSEC TRÈS SECRET	PROTECTED PROTÉGÉE			CONFIDENTIAL	SECRET	TOP SECRET
											A	B	C			
Information / Assets Renseignements / Biens																
Production																
IT Assets / Support TI																
IT Link / Lien électronique																

12. a) Is the description of the work contained within this SRCL PROTECTED and/or CLASSIFIED?

La description du travail visé par la présente LVERS est-elle de nature PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

No
NonYes
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification".
Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée
« Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire.

12. b) Will the documentation attached to this SRCL be PROTECTED and/or CLASSIFIED?

La documentation associée à la présente LVERS sera-t-elle PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

No
NonYes
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification" and indicate with attachments (e.g. SECRET with Attachments).

Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée
« Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire et indiquer qu'il y a des pièces jointes (p. ex. SECRET avec des pièces jointes).

ANNEXE « D » de la PARTIE 3 de la DEMANDE DE SOUMISSIONS
INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE

Le soumissionnaire accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- () Carte d'achat VISA ;
- () Carte d'achat MasterCard ;
- () Dépôt direct (national et international) ;
- () Échange de données informatisées (EDI) ;
- () Virement télégraphique (international seulement) ;
- () Système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 M\$)

ANNEXE « E » (de la partie 5 de la demande de soumissions)

ATTESTATIONS ADDITIONNELLE

1. Conseil d'administration

Conformément à la Partie 5, l'article 5.2 (a) – Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires, (a) Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée, les soumissionnaires doivent transmettre une liste complète de noms de tous les administrateurs avant l'attribution du contrat. Ils sont tenus de fournir cette information dans leur soumission.

Nom de l'administrateur - _____ Titre : _____

Nom de l'administrateur - _____ Titre : _____

Nom de l'administrateur - _____ Titre : _____

Nom de l'administrateur - _____ Titre : _____

Nom de l'administrateur - _____ Titre : _____

Nom de l'administrateur - _____ Titre : _____

Nom de l'administrateur - _____ Titre : _____

Nom de l'administrateur - _____ Titre : _____

2. Numéro d'entreprise – approvisionnement (NEA)

Conformément à la Section 02, Numéro d'entreprise - approvisionnement, des 2003, (2019-03-04) Instructions uniformisées – biens ou services - besoins concurrentiels, les fournisseurs doivent détenir un numéro d'entreprise – approvisionnement (NEA) avant l'attribution d'un contrat. Ils doivent fournir leur NEA dans leur soumission.

Numéro d'entreprise - approvisionnement - _____

Si un fournisseur ne possède pas une NEA, les fournisseurs peuvent demander un NEA en direct à Données d'inscription des fournisseurs. Il est également possible de communiquer avec la Ligne Info au 1 800-811-1148 pour obtenir le numéro de téléphone de l'agent d'inscription des fournisseurs le plus près.